

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31734]

29 OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 9bis, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, introduit par la loi du 27 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services ;

Vu l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 3, 2° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 13 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 2015 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, donné le 11 juin 2015 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 16 juin 2015 ;

Vu l'avis n° 57.974/1 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article premier de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé comme suit :

« 2° le Conseil Economique et Social : le Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale ; » ;

2° au 6°, les mots « ou le fonctionnaire du SPF qu'il désigne. » sont remplacés par les mots « ou, en ce qui concerne les compétences visées aux articles 5 à 6quater inclus, le fonctionnaire de l'administration qu'il désigne ; » ;

3° il est inséré un 7°, rédigé comme suit :

« 7° l'administration : Bruxelles Economie et Emploi auprès du Service public régional de Bruxelles, en ce compris le Secrétariat fonds de formation. ».

**Art. 2.** A l'article 4 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe premier, les mots « du SPF » sont remplacés par les mots « du Conseil Economique et Social » ;

2° le paragraphe 2, 2°, est complété par la phrase suivante :

« . Par « organisations représentatives », il y a lieu d'entendre les organisations représentatives qui sont représentées au Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

3° le paragraphe 2, 3°, est complété par la phrase suivante :

« . Par « organisations représentatives », il y a lieu d'entendre les organisations représentatives qui sont représentées au Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

4° au paragraphe 2, 4°, les mots « la Direction générale Emploi et Marché du Travail du SPF » sont remplacés par les mots « l'administration » ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31734]

29 OKTOBER 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikel 9bis, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 3, 2°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, gegeven op 11 juni 2015;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 16 juni 2015;

Gelet op het advies 57.974/1 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 2° wordt vervangen als volgt :

“2° de Economische en Sociale Raad : de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;”;

2° in 6°, worden de woorden “of de ambtenaar van de FOD die hij aanduidt.” vervangen door de woorden “of, voor de bevoegdheden als bedoeld in de artikelen 5 tot en met 6quater, de ambtenaar van het bestuur die hij aanduidt;”;

3° een 7° wordt ingevoegd, luidende:

“7° het bestuur : Brussel Economie en Werkgelegenheid bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, met inbegrip van het Secretariaat opleidingsfonds.”.

**Art. 2.** In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden “de FOD” vervangen door de woorden “de Economische en Sociale Raad” ;

2° § 2, 2° wordt aangevuld met de volgende zin:

“ . Onder “representatieve organisaties” wordt verstaan, de representatieve organisaties die in de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd zijn.” ;

3° § 2, 3° wordt aangevuld met de volgende zin :

“ . Onder “representatieve organisaties” wordt verstaan, de representatieve organisaties die in de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd zijn.”;

4° in § 2, 4° worden de woorden “de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt van de FOD” vervangen door de woorden “het bestuur”;

5° le paragraphe 2 est complété par un 5°, 6° et 7°, rédigés comme suit :

« 5° un membre effectif et un membre suppléant, sans voix délibérative, en tant que représentant de l'Office régional bruxellois de l'Emploi ;

6° en tant que membre invité, un membre effectif et un membre suppléant, sans voix délibérative, représentant l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

7° en tant que membre invité, un membre effectif et un membre suppléant, sans voix délibérative, représentant le "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding." »;

6° au paragraphe 4, 4°, les mots « la Direction générale Emploi et Marché du Travail », sont remplacés par les mots « l'administration » ;

7° le paragraphe 5 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa premier du paragraphe premier, les mots « de la Commission fonds de formation titres-services, ci-après dénommé " le Secrétariat fonds de formation " » sont remplacés par les mots « fonds de formation » ;

2° au paragraphe 4, le quatrième alinéa est abrogé.

**Art. 4.** A l'article 6, paragraphe premier, troisième alinéa du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les mots « , son numéro de registre national, » sont insérés entre les mots « travailleur titre-services » et « et le cas échéant » ;

2° au 2° les mots « le numéro de registre national pour chacun de ces travailleurs titres-services, » sont insérés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation » ;

3° au 3° les mots « le numéro de registre national pour chacun de ces travailleurs titres-services, » sont insérés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation ».

**Art. 5.** A l'article 6*bis* du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, le sixième alinéa est abrogé ;

2° au paragraphe 5, les mots « sur le site du SPF » sont abrogés.

**Art. 6.** A l'article 6*ter*, paragraphe premier, troisième alinéa du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les mots « , son numéro de registre national, » sont insérés entre les mots « travailleur titre-services » et « et le cas échéant » ;

2° au 2° les mots « le numéro de registre national pour chacun de ces travailleurs titres-services, » sont insérés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation ».

**Art. 7.** A l'article 6*quater*, paragraphe premier, sixième alinéa, 1°, les mots « , la mention du numéro de registre national de ce dernier » sont insérés entre les mots « comprenant » et les mots « le nom de la formation ».

**Art. 8.** L'article 9 du même arrêté royal est remplacé comme suit :

« Art. 9. Après vérification de la demande visée à l'article 6, à l'article 6*ter* ou à l'article 6*quater* et après vérification que le droit maximum de remboursement des frais de formation d'une année calendrier déterminée n'est pas dépassé pour un remboursement prévu à l'article 6 ou à l'article 6*ter*, le Secrétariat fonds de formation procède au remboursement à l'entreprise agréée, dans la limite des crédits budgétaires disponibles. ».

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

**Art. 10.** Le Ministre chargé de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 2015.

Le Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Rudi VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement  
de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi,  
Didier GOSUIN

5° § 2 wordt aangevuld met 5°, 6° en 7°, luidende :

"5° een werkend lid en een plaatsvervangend lid zonder stemrecht als vertegenwoordiger van de Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

6° als uitgenodigd lid, een werkend lid en een plaatsvervangend lid zonder stemrecht als vertegenwoordiger van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle";

7° als uitgenodigd lid, een werkend lid en een plaatsvervangend lid zonder stemrecht als vertegenwoordiger van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding.";

6° in § 4, 4° worden de woorden "de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt" vervangen door de woorden "het bestuur";

7° § 5 wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van § 1 worden de woorden "het secretariaat van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques, hierna" en "genoemd" opgeheven ;

2° het vierde lid van § 4 wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 6, § 1, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden " , diens rijksregisternummer," ingevoegd tussen de woorden "dienstencheque-werknemer" en "en in voorkomend geval";

2° in 2° worden de woorden "rijksregisternummer voor elk van die dienstencheque-werknemers," ingevoegd tussen de woorden "aanwezigheidslijst, met" en "naam van de opleiding";

3° in 3° worden de woorden "rijksregisternummer voor elk van die dienstencheque-werknemers," ingevoegd tussen de woorden "aanwezigheidslijst, met" en "naam van de opleiding".

**Art. 5.** In artikel 6*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het zesde lid van § 4 wordt opgeheven;

2° de woorden "op de website van de FOD" in § 5 worden opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 6*ter*, § 1, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden " , diens rijksregisternummer," ingevoegd tussen de woorden "dienstencheque-werknemer" en "en in voorkomend geval";

2° in 2° worden de woorden "rijksregisternummer voor elk van die dienstencheque-werknemers," ingevoegd tussen de woorden "aanwezigheidslijst, met" en "naam van de opleiding".

**Art. 7.** In artikel 6*quater*, § 1, zesde lid, 1° worden de woorden " , vermelding van het rijksregisternummer van die laatste," ingevoegd tussen de woorden "aanwezigheidslijst, met" en "naam van de opleiding".

**Art. 8.** Het artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Na verificatie van de aanvraag bedoeld in artikel 6, artikel 6*ter* of artikel 6*quater* en na verificatie of het maximum recht op terugbetaling voor opleidingskosten van een bepaald kalenderjaar voor de erkende onderneming niet is overschreden voor een terugbetaling bedoeld in artikel 6 of artikel 6*ter*, gaat het Secretariaat opleidingsfonds binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten over tot de terugbetaling aan de erkende onderneming. ».

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 2015.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 2015.

De Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
Rudi VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
bevoegd voor Tewerkstelling,  
Didier GOSUIN